



RIO 2016

DERRIÈRE LA VITRINE  
**LE DRAME**

L'organisation des Jeux Olympiques justifie toujours de nombreux projets de transformation urbaine. Les aménageurs se vanteront de faire rayonner la ville-hôte qui pourra alors servir de vitrine mondiale : ce fut le cas à Rio en 2016, et c'est l'objectif poursuivi par les instances qui organisent les jeux à Paris en 2024. Mais, derrière la vitrine, la réalité est peu reluisante : pour les populations locales, les JO sont un cauchemar. Brisons la vitre pour y voir plus clair - immersion dans le monde merveilleux des jeux et de ses promoteurs.

## Investir et exclure : 6000 logements pour bourgeois

Pour les JO de Rio, la ville a dû accueillir 10 000 athlètes accompagné.es par 8 000 membres du staff. La mairie a donc ouvert un marché public qui a été raflé par un consortium autour du N°1 du BTP au Brésil - l'entreprise Odebrecht. Le consortium a construit plus de 6 000 logements dans le secteur de Barra, l'un des quartiers les plus chics de la ville. Après les JO, les promoteurs ont pu réaliser d'énormes profits sur la vente d'appartements haut standing, dans une ville où les inégalités sont criantes. L'argent public a donc permis d'enrichir les plus grandes entreprises du Brésil pour fournir aux classes aisées des appartements flambant neufs, tout en favorisant l'exclusion des classes populaires. Un processus classique.

# Destruction des favelas et politiques sécuritaires

Rio est une ville dans laquelle se côtoient l'extrême pauvreté et l'opulence obscène, et ce de manière criante. Une grande partie de la population vit dans les favelas : il s'agit des personnes les plus pauvres et les plus marginalisées. Ces quartiers de Rio sont directement issus de l'histoire coloniale et raciale du Brésil : l'apparition des favelas est le résultat de l'immigration des anciens esclaves ayant rejoint la capitale de l'époque - Rio. A la présence de gangs et de trafics en tout genre est opposée une politique sécuritaire répressive : la violence est une réalité quotidienne dans les favelas.

Dans le cadre de l'organisation de grands événements sportifs qu'ont été la coupe du monde de football et les JO, l'éradication des favelas est redevenue un des objectifs principaux du projet d'aménagement urbain prévu pour la ville.

De nouvelles unités de police, les Unités de Police Pacificatrice (UPP), ont été créées pour reprendre le contrôle des favelas aux mains des barons de la drogue - ces territoires ayant un potentiel touristique et économique fort. Ces UPP agissent en toute impunité, tuent et terrorisent la population des favelas au nom de " la guerre contre la drogue". Cependant, les trafics ne diminuent pas ; ils sont juste moins visibles. En définitive, les UPP ont uniquement favorisé le processus de gentrification. A titre d'exemple, la favela de Vila Autodromo a été détruite à 80% dans le cadre des JO. Des familles ont perdu les maisons qu'elles avaient elle-même construites, elles ont perdu les liens qu'elles entretenaient entre elles, et leur territoire. La plupart des familles ont été relogées dans des HLM à divers endroits de la ville, parfois à plus de 30 kilomètres de la Vila Autodromo.

## Social washing : faire bonne figure

Les organisateurs des JO ne sont pas dupes. Pour mener à bien leurs projets sordides, ils doivent passer en force : ils 'agit donc de faire bonne figure. Dans le quartier pauvre de Deodoro, les politiques de la ville ont promis la construction d'infrastructures sportives pour les riverain.e.s et des investissements dans l'assainissement et l'hygiène. En réalité, seules les installations sportives ont effectivement vu le jour. Pourtant, ce qui était prioritaire l'est toujours : écoles, centres de soin, réseaux d'électricité et égouts manquent encore aux quartiers. Le stade de Deodoro n'a ouvert ses portes au public qu'en février 2020, mais il ne semble pas adapté au quartier : qui, à Rio, fait du BMX ? L'argent des jeux avait fait naître de l'espoir, mais après le spectacle : plus rien.

## Un héritage fantôme

Bien loin de la promesse initiale, les infrastructures monstrueuses construites pour les JO ont rapidement été laissées à l'abandon une fois les jeux passés.

Comme à Atlanta en 1996, Athènes en 2004, Pékin en 2008, ou Sotchi en 2014, ce sont des dizaines de sites qui sont désaffectés : village olympique, bassins, terrain de golf, stades, hôtels, etc. Aujourd'hui, ces espaces ressemblent bien davantage aux zones irradiées de Tchernobyl qu'au Disneyland du sport fantasmé par le Comité International Olympique (CIO).

Lorsque les infrastructures sont encore utilisées, c'est qu'elles ont retrouvé preneur chez des opérateurs privés, dont l'objectif n'est certainement pas de les rendre disponible aux populations. Autrement, elles sont mises à la disposition de l'appareil d'Etat : une des nombreuses piscines olympiques est dorénavant utilisée par l'école d'éducation physique de l'armée.

## Écocide et ravage

Le CIO a décidé que le golf ferait son entrée parmi les nombreuses disciplines olympiques à l'occasion des jeux de 2016.

Il fallait donc, pour la ville-hôte, être capable de répondre aux exigences du sacro-saint comité. Un golf a donc été spécialement construit dans le quartier riche de Barra, sur la forêt atlantique protégée de Marapendi- dont il ne restait déjà presque rien suite aux nombreuses extensions des quartiers riches. Pourtant, les aménageurs ont eu la permission de détruire cette forêt grâce à une autorisation à titre exceptionnel, spécialement pour les JO. Dans cette zone, on recensait 300 espèces dont plusieurs étaient en danger. Mais la mairie estimait que le golf "est important pour attirer les touristes et les hommes d'affaires vers la ville". Après tout, le plus scandaleux est assumé ouvertement : les JO servent bien de vitrine mondiale, mais une fois l'écran de fumée dissipé, on retrouve les mêmes logiques capitalistes à l'œuvre - celles qui conduisent les plus précaires au désespoir.



